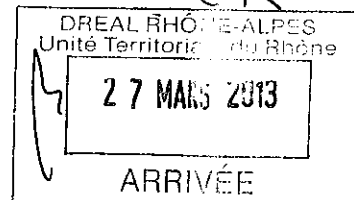




PREFET DU RHONE



Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

25 MARS 2013

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

BORDEREAU D'ENVOI

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI
☎ : 04 72 61 37 79
Fax : 04 72 61 37 24
✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

à

*Monsieur le chef de l'unité territoriale Rhône-
Saône de la DREAL Rhône-Alpes
A l'attention de M. Ronan ESCOFFIER*

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
<p>OBJET : Installations classées – société UNIVAR 20, rue de Genève à GENAS</p> <p>♦ Copie de l'arrêté préfectoral de mise en demeure concernant la société UNIVAR 20, rue de Genève à GENAS.</p>	1	<p>Transmise pour exécution comme suite à votre proposition du 27 février 2013.</p> <p><i>[Signature]</i> La directrice départementale,</p> <p>Adjointe au chef de service Laurence DANJOU-GALIERE</p>

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

25 MARS 2013

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI

☎ : 04 72 61 37 79

✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation, au titre de la rubrique n° 1432 de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société GAZECHIM FOURNIER, aujourd'hui dénommée UNIVAR, dans son établissement situé 20, rue de Genève à GENAS ;

VU le rapport du 27 février 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la visite réalisée par l'inspection des installations classées, les 14 et 19 février 2013, a porté sur les circonstances d'une fuite accidentelle de solvant qui s'est produite au mois de juin 2012, sur le site exploité par la société UNIVAR 20, rue de Genève à GENAS ;

CONSIDERANT que ce contrôle a permis à l'inspection des installations classées de relever les non-conformités suivantes :

- ♦ l'exploitant a constaté qu'une fuite importante d'hexane s'est produite sur son site à la fin du mois de juin 2012, information dont il a donné connaissance oralement à l'inspection des installations classées, seulement le 12 février 2013 (*article R. 512-69 du Code de l'environnement*) ;

.../...

- ♦ il n'y a pas d'étanchéité entre le caniveau et le réseau d'eau pluviale, les deux réseaux ne sont pas séparatifs (*point 4.1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié susvisé*) ;
- ♦ le caractère séparatif n'étant pas assuré, des produits dangereux peuvent être rejetés dans le milieu naturel (*point 4.1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié*) ;
- ♦ le plan dont dispose l'exploitant n'est pas conforme aux constatations réalisées sur les installations -communication entre les réseaux- (*point 4.1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié*) ;
- ♦♦ l'exploitant ne dispose pas des éléments suivants :
 - ♦ de l'état initial de ses capacités soumises dont l'échéance réglementaire de réalisation a été fixée au 31 décembre 2011 (*article 28 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 précité*) ;
 - ♦ du plan d'inspection dont l'échéance réglementaire de réalisation a été fixée au 1^{er} janvier 2012 (*paragraphes 29.1 et 29.7 de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010*) ;
 - ♦ d'un inventaire des stocks par réservoir réalisé quotidiennement (*article 30 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010*) ;
 - ♦ d'une procédure visant à fixer les mesures à prendre lors du déclenchement des explosimètres (*article 31 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010*) ;

CONSIDERANT au vu de ce qui précède, que la société UNIVAR ne se conforme pas d'une part, aux dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement et d'autre part, à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié encadrant le fonctionnement de son établissement situé à GENAS 20, rue de Genève et de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de la société UNIVAR qu'elle respecte l'intégralité des dispositions fixées, tant par le Code de l'environnement que par l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié et l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 visés ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société UNIVAR (ex. GAZECHIM FOURNIER) dont le siège social est fixé 7, avenue Louison Bobet à FONTENAY-SOUS-BOIS, est mise en demeure pour le site qu'elle exploite à GENAS 20, rue de Genève, de respecter les dispositions suivantes :

Dans le délai d'une semaine :

- ♦ l'article R. 512-69 du Code de l'environnement ;
- ♦ le point 4.1.1 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié susvisé ;

Dans le délai d'un mois :

- ♦ les articles 30 et 31 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 précédemment cité ;

Dans le délai de trois mois :

- ♦ l'article 28 et les paragraphes 29.1 et 29.7 de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 déjà visé ;

Ces délais prennent effet à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L. 514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

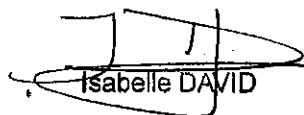
ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- ♦ au maire de GENAS,
- ♦ à l'exploitant.

Lyon, le

25 MARS 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,


Isabelle DAVID

